

De la cité de Dieu à celle des hommes

●●● **Anne Durrer**, Berne

Directrice de l'Office de consultation sur l'asile
des Eglises du canton

Toute politique se fonde toujours sur une idée de l'Homme et sur une représentation du monde. Faut-il dès lors s'engager politiquement au nom de sa foi ? Y a-t-il une manière chrétienne de faire de la politique ? Pour les tenants d'une laïcité absolue, la politique n'a rien à voir avec la foi, même si certains dirigeants savent très bien tirer profit du réveil spirituel de notre époque. Le débat entre foi et engagement dans la cité est de fait aussi ancien que le christianisme.

Saint Augustin a consacré un monumental ouvrage¹ aux deux cités, celle de Dieu déjà évoquée par saint Paul (Ph 3,20), instaurée pour rendre les hommes heureux, et celle du monde dans lequel nous vivons. Réalités à la fois mystiques et historiques, ces deux sociétés d'hommes sont « enchevêtrées l'une à l'autre en ce siècle ». La cité de Dieu n'advient qu'en dehors de l'Histoire, mais le monde de l'espérance chrétienne commence déjà dans le monde du temps humain, marqué par le péché.

L'allégorie a influencé deux convictions politiques diamétralement opposées. D'une part, la nécessaire collaboration des instances temporelle et spirituelle. Certes, la primauté du pouvoir spirituel, incarné ici-bas par l'Eglise,² est incontestable. Néanmoins, la cité de Dieu, en exil sur la terre, n'hésite pas à obéir aux lois de la cité terrestre : car Augustin, qui vécut à une époque fort troublée,³ reconnaît la valeur de la fin propre de la cité terrestre : « la concorde des citoyens dans les affaires de la vie temporelle ». D'autre part, le retrait du monde temporel, voire une forme d'anarchisme chrétien : la subordination de l'homme à l'homme serait contraire à l'intention de Dieu. Tout pouvoir humain (aux yeux des moralistes, le pouvoir est l'aspect le plus trouble de la politique et l'Histoire leur fournit de quoi étayer leur méfiance) est à éviter. Blaise Pascal justifie

une attitude de retrait du monde car l'homme ne trouverait le sens de sa vie et son salut qu'en se retirant de l'Histoire.

L'Eglise dans le monde

Cette dérive est dénoncée par le théologien protestant Dietrich Bonhoeffer. Dans son *Ethique* inachevée, il refuse de suivre ceux qui, au nom des réalités dernières, oublient et méprisent les réalités avant-dernières. Une telle attitude n'est d'ailleurs pas dépourvue d'ambiguïté : si la paix sociale ici-bas est souhaitable, il faut bien quelqu'un pour l'édifier ! Pour l'auteur de la lettre à Diognète (1^{er} siècle), les chrétiens ne se distinguent des autres hommes ni par leur pays ni par leur langage ni par leurs vêtements ; ils se conforment aux usages locaux, tout en manifestant les « lois extraordinaires de leur république spirituelle ». Les premiers chrétiens respectaient donc les usages locaux et s'acquittaient de leurs devoirs de citoyens. Ils répondaient en cela aux injonctions de l'apôtre Paul :

- 1 • *De Civitate Dei*, qui s'adresse aux païens et auquel saint Augustin travailla entre 413 et 427.
- 2 • Mais l'Eglise n'est pas le tout de la cité céleste, une idée prêtée à tort à saint Augustin.
- 3 • L'Empire romain d'Occident, livré aux assauts barbares, tomba en 476.

« Que tout homme soit soumis aux autorités qui exercent le pouvoir, car il n'y a d'autre autorité que par Dieu et celles qui existent sont établies par lui » (Rm 13,1). Les chrétiens acceptaient donc la nécessité d'un lien entre gouvernants et gouvernés et d'une coopération avec le pouvoir temporel, au nom de Dieu, la source de tout pouvoir.

Cette coopération, premier acte éminemment politique, consacra une longue histoire de collusions entre l'Eglise et le pouvoir temporel, pouvant aller de la simple coopération à l'utilisation intéressée (et quelque fois même l'asservissement) de l'un par l'autre.

A la séparation « temporel-spirituel », succéda ensuite la problématique « privé-public », grâce à l'élargissement de la conception d'Eglise et à l'avènement de citoyens émancipés, auxquels le souverain n'imposa plus sa propre foi.

La question se pose aujourd'hui encore : la relation de l'homme ou de la femme à son Dieu est certes personnelle, mais n'a-t-elle pas une autre dimension ? La religion relève-t-elle, comme on l'entend fréquemment, de la seule sphère privée ? Les Ecritures narrent l'histoire du salut d'un peuple, et c'est avec un peuple que Dieu fit Alliance. Jésus scella de son sang l'Alliance nouvelle, pour « vous qui jadis n'étiez pas son peuple, mais qui maintenant êtes le peuple de Dieu » (1P 2,10). Le salut offert n'est donc pas le seul salut de chacune ou de chacun, c'est aussi celui d'une communauté en marche. Et si l'on en croit l'étymologie, le religieux, c'est ce qui relie l'homme à sa communauté et à son Dieu.

Père de la théologie politique, Johann Baptist Metz⁴ souligne que l'esprit du christianisme doit s'insérer dans la chair de l'Histoire, qui n'est pas la même selon qu'on est ouvrier polonais, industriel français, immigrant sans-papiers, ressortissant d'un pays africain ou paysan sans terre au Brésil.

Théologie politique

La Parole de Dieu n'est pas intemporelle ; elle s'est incarnée en un lieu et en un temps, dans un contexte sociopolitique, et Jésus lui-même a reconnu la communauté politique des hommes. Le messianisme de Jésus a ainsi été interprété politiquement, même si lui-même a refusé cette interprétation, car telle n'était pas sa vocation.

Pour Metz, la discussion avec les systèmes politico-économiques doit surgir de la substance même du credo. Les êtres humains deviennent des « êtres-sujets », non pas seulement devant Dieu, mais en sortant de la misère et de l'oppression. La théologie politique s'élève contre la privatisation de la foi : une foi absente du monde est une « construction pour surmonter le présent », qui n'a pas le moindre pouvoir de contribuer à sa transformation. Le message de salut du Christ s'adressant à tous les hommes, la foi en Christ exerce nécessairement une influence sur le monde.

Cependant, nombreux sont ceux qui se méfient de la politique, qu'elle soit comprise comme programme d'action économique et sociale ou comme arène d'affrontement pour le pouvoir. Cette méfiance est alimentée par l'absence de consensus sur la nature du politique et sur les rapports entre foi et politique. Ce pluralisme politique est une source d'incompréhension pour les chrétiens comme pour leurs interlocuteurs. Au nom

4 • Théologien allemand, auteur, entre autres, de *La Foi dans l'Histoire et la société. Essai de théologie fondamentale pratique*, Cerf, Paris 1979, 270 p.

de valeurs chrétiennes proclamées, on a vu des politiques qui recouvraient tout l'échiquier, d'un extrême à l'autre.

La méfiance est aussi nourrie par une suspicion envers le pouvoir et ses jeux souvent violents, par des promesses improbables qui découragent de prendre le discours politique au sérieux, par la difficile exigence d'unité entre engagement politique et vie spirituelle et par la crainte d'avoir à hypothéquer sa liberté en adhérant à un parti, alors que « c'est pour que nous soyons vraiment libres que le Christ nous a libérés » (Gal 1,5).

Le bien commun

Si la politique n'est pas « l'antichambre du Royaume », selon la formule de l'éthicien René Mehl, elle peut en être un signe, dans la mesure où les élus se souviennent qu'ils et elles sont au service de leurs concitoyens. La cité existe par et pour le bien commun, qui représente plus que la somme d'intérêts particuliers, individuels et collectifs, souvent contradictoires. L'idée que l'on se fait du bien commun conditionne donc la communauté politique.

Le désir de progrès suscite l'engagement politique, seul à même de façonner l'évolution temporelle du monde. Car si le commandement de l'amour⁵ s'exerce avant tout au quotidien, la pratique de l'aumône ne suffit pas à instaurer plus de justice sociale ; tout au plus servira-t-elle à soulager momentanément les affres de la pauvreté. De même, un engagement authentiquement chrétien ne se « limite[r]a pas à une simple transformation des structures ». ⁶ Chacun répondra à l'appel de Dieu, là où il vit et selon son charisme. Pour certains, ce sera par un engagement politique.

Plusieurs écueils guettent le chrétien en politique, qui peuvent rendre son action inopérante. Le premier consiste à afficher la Bible comme un programme politique, ce qui peut le conduire, par nostalgie de la spécificité chrétienne, à une radicalité évangélique (comme si la Bonne Nouvelle du salut ne présupposait qu'un seul comportement pratique), contraire au régime de la liberté chrétienne.⁷

Un autre écueil serait de négliger l'essence même de la politique : assumer des décisions acceptables par une majorité, dans une société plurielle, de manière à préserver la cohésion sociale. Ou encore de gommer, au nom du pragmatisme, toute spécificité, quitte à y perdre son âme.

Or la foi offre des repères dont politique et société ne peuvent que profiter ; elle étaye la réflexion : sur nos limites, dans un monde où la technique fait miroiter

5 • Pie XII qualifiait l'engagement politique de « la plus haute forme de charité ».

6 • « Questions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique », note de la **Congrégation pour la doctrine de la foi**, in *La Documentation catholique*, n° 2285, 2003, pp. 130-136.

7 • **Paul Valadier**, *Agir en politique. Décision morale et pluralisme politique*, Cerf, Paris 1980, 192 p.

Prestation de serment
du Conseil d'Etat
genevois (cathédrale
Saint-Pierre, mai 2007)



l'illusion d'avoir réponse à tout dans un avenir plus ou moins proche ; sur notre finitude, dont nous perdons conscience ; sur la place de l'Homme, qui doit rester au centre des préoccupations de la politique ; sur la notion, souvent vidée de sens, de dignité humaine. Le repli identitaire et la fuite dans un passé glorifié sont indignes de l'Homme : le chrétien peut porter un témoignage contre le fatalisme ambiant, puisque la promesse du Royaume interdit la désespérance. Il doit par ailleurs être capable de soumettre son injonction politique à discussion et de montrer en quoi elle sert le bien commun. Il s'expose sinon à l'exaltation romantique vide, dénoncée avec virulence par Max Weber, qui n'hésite pas à qualifier les adeptes d'une éthique de conviction de baudruches irresponsables, qui ne supportent pas l'irrationalité éthique du monde.

Humaniser le pouvoir

L'Histoire ne se fait pas toute seule. A chacun d'y introduire du sens. La tâche à accomplir, on la trouve dans la société, en fonction de son enracinement social et du bien à promouvoir. A chacun ses solidarités. La prise au sérieux des implications de ces solidarités fait voler en éclat la nostalgie d'une pratique chrétienne unique.

Un chrétien, homme ou femme, engagé en politique, contribuera à humaniser le pouvoir. Sa qualité de chrétien ne lui dictera pas de programme spécifique ; il témoignera de notre destinée collective, dans des démocraties intéressées avant tout aux droits individuels. Il aura une attitude spécifique envers l'exercice d'un pouvoir, authentique attitude de service à la communauté.⁸

Si l'apport semble discret, il n'est pas négligeable car, rappelons-le, « les politiques ont besoin d'un esprit »⁹ et la démocratie de vertus.¹⁰

Reste qu'une bonne intention militante n'a jamais produit une bonne politique. Le chrétien s'engagera avec ses convictions, mais ne fuira pas devant ses responsabilités, élément incontournable de l'action politique. Le catholique radical - ou tout autre étiquette partisane - cèdera la place au radical catholique, membre de son parti mais osant l'épithète de catholique. En sus de convictions politiques, il sera appelé à être le sel de son parti, de son instance gouvernementale : un authentique témoignage d'espérance et d'amour, dans et pour le monde !

A. D.

8 • Je ne prétends pas que les non-chrétiens n'en feraient pas preuve ; les chrétiens n'ont pas le monopole des valeurs.

9 • **Commission sociale de l'épiscopat de France**, « Politique, affaire de tous », in *Documentation catholique*, n° 2039, 1991, p. 1047.

10 • **Rat der Evangelischen Kirche in Deutschland und der Deutschen Bischofskonferenz**, *Demokratie braucht Tugenden*, 2006, 48 p.